

M. Kaplan: C'est nouveau, en effet.

Canadian Arctic Gas Pipeline Ltd. estime actuellement à plus de 9 milliards le coût total des investissements nécessaires. Là-dessus, il est prévu que les capitaux propres fourniront environ 2.5 milliards, le reste provenant de la dette obligataire et de crédits bancaires à long terme. Comme dans tous les projets de ce genre, les travaux ne peuvent démarrer avant que les modalités de financement n'aient fait l'objet d'engagements fermes.

CAGPL a déjà dit que les prêteurs hésiteraient à s'engager avant qu'on leur assure avec un degré raisonnable de certitude que l'ouvrage sera effectivement achevé et que son exploitation ne sera pas sujette à interruptions fréquentes ou prolongées. CAGPL a bien précisé à l'Office national de l'énergie que ses projets de financement comportent une provision de 25 p. 100 pour imprévision, pour les cas de dépassement de coût ou de découvertes de caisse en cours d'exploitation. Et néanmoins, dit-elle, les prêteurs éventuels (fonds mutuels, sociétés de fiducie et institutions) risquent de ne pas vouloir prendre les risques de l'opération à leur seule charge. C'est pour cette raison qu'on a évoqué la possibilité de demander à l'État des garanties d'achèvement.

CAGPL a sondé officieusement plusieurs ministères. Mais elle n'a demandé officiellement ni l'une ni l'autre des garanties dont le ministre a parlé, et l'État fédéral n'a pas non plus donné d'engagement. Il serait certainement prématuré de songer à donner des garanties tant que les rapports de l'ONE et du juge Berger n'auront pas été étudiés, que la composition du consortium retenu ne sera pas annoncée, et que les conséquences d'un engagement financier n'auront pas été pleinement étudiées. Il ne pourrait être question d'accorder une aide qu'en dernier ressort, si l'on jugeait que la construction du pipe-line est d'une importance vitale pour l'intérêt national et qu'elle ne peut absolument pas être financée par le secteur privé.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LA CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE—LES PROGRÈS RÉALISÉS

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, il y a un certain temps, je demandais au premier ministre (M. Trudeau) s'il tiendrait la Chambre mieux au courant des progrès réalisés à la conférence nord-sud, notamment en ce qui concerne la stabilisation des prix des marchandises et les droits de tirage spéciaux, c'est-à-dire les questions dont la solution est indispensable à l'instauration de la paix, les questions mêmes qu'il abordait dans son discours à Washington.

J'ai adressé cette requête au premier ministre à cause de la déclaration faite en termes très énergiques par Robert McNamara, président de la Banque mondiale, qui a affirmé que la conférence nord-sud également désignée sous le nom de conférence permanente sur la coopération économique internationale, risquait d'échouer parce que les pays industrialisés ne s'étaient pas attaqués aux véritables problèmes. Je réclame ce soir une meilleure information pour les Canadiens qui seront appelés à soutenir les politiques qui viennent d'être formulées à la conférence au sommet qui a eu lieu à Londres la fin de semaine dernière.

Nous ne parlons pas uniquement ici d'aide aux pays en voie de développement. Nous avons depuis longtemps abandonné

L'ajournement

cette conception qui se traduit par des solutions de cataplasme. Nous parlons de facteurs fondamentaux de la pauvreté dans le monde. Nous voulons notamment parler des changements institutionnels qui permettraient par exemple de créer un fonds commun pour les 18 principales denrées produites par le tiers monde, de même que de la création d'un mécanisme quelconque visant à réparer les dommages énormes que subissent les pays en voie de développement en raison de leur dette. La dette du tiers monde totalise maintenant 165 milliards de dollars. La situation critique de la dette de même que la nécessité d'un fonds commun en matière de denrées constituent deux points fondamentaux évoqués à la conférence nord-sud à laquelle le premier ministre faisait allusion dans son discours de Washington.

Maintenant que le sommet de Londres a pris fin, je soutiens qu'en dépit du peu d'attention qu'y ont accordée ici les représentants du gouvernement, tant à la Chambre que dans les media, on a finalement effectué une percée au cours du week-end, qui apporte un rayon d'espoir pour la conférence nord-sud dont les travaux actuels prendront fin à la fin du mois à Paris. On trouve en effet dans le communiqué publié par les sept chefs d'État des pays industrialisés des affirmations qui nous autorisent à le croire, par exemple des deux ou trois déclarations suivantes de dirigeants de pays membres de la Communauté européenne. Les voici:

● (2220)

Nous sommes convenus de faire tout en notre pouvoir pour mener à bien la Conférence sur la coopération économique internationale et nous nous engageons à poursuivre un dialogue constructif avec les pays en voie de développement.

Nous voulons accroître l'aide et les autres ressources réelles dirigées vers ces pays. Nous invitons les pays du COMECON à faire de même... le message du sommet de Downing Street est donc un message de confiance: dans la solidité et la stabilité de nos sociétés et les principes démocratiques éprouvés qui sont à l'origine de leur vitalité, nous entreprenons les mesures qui s'imposent pour vaincre les difficultés et réaliser un avenir plus prospère.

Les participants du sommet ne se sont pas contentés de rhétorique, mais ils se sont engagés à poursuivre l'établissement d'un fonds commun.

Certains interprètent le communiqué comme un progrès sensible vers l'établissement d'une relation entre les prix des marchandises exportées vers les pays en voie de développement et les produits de fabrication qui doivent être importés de l'Ouest. Je citerai encore une ou deux phrases qui permettent de donner foi à cette interprétation optimiste du communiqué. Les voici:

Nous mettrons en œuvre d'importants moyens politiques afin d'accroître les possibilités d'échanges commerciaux et partant, de renforcer le système international de libre-échange, ce qui favorisera l'embauche.

Nous rejetons le protectionisme qui provoquerait une recrudescence du chômage ainsi qu'une poussée inflationniste et qui appauvrirait nos citoyens.

Voilà ce qui s'est dit cette fin de semaine. Sous l'influence du président Carter, l'attitude des Américains a changé radicalement. Dans toutes les négociations internationales, ce sont les États-Unis qui jouent toujours le rôle prépondérant au niveau des pays industrialisés.

Cela nous amène à nous poser la question suivante: Est-ce que nous nous contentons de nous gargariser de beaux principes ou bien de tels entretiens peuvent-ils nous être utiles sur le plan pratique? Il ne faut pas oublier les avertissements de l'économiste John Kenneth Galbraith qui fait autorité. J'ignore si tous les députés approuvent sans réserve ses écrits, mais je pense qu'il est bon de se souvenir d'une ou deux de ses pensées les plus marquantes et surtout qu'il a dit que les